

MEDICEN PARIS REGION

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

130, rue de Lourmel

75015 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

MEDICEN PARIS REGION

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

130, rue de Lourmel

75015 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association MEDICEN PARIS REGION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MEDICEN PARIS REGION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point relatif aux conséquences de la demande de remboursement FEDER exposé dans la note « Règles et méthodes comptables – « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui

- d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
 - il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
 - il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 23 mai 2024

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Eric GODEAU

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	32 325	32 325		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	196 421	186 325	10 096	12 801
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	22 225		22 225	20 889
TOTAL I	250 971	218 650	32 322	33 689
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	600 536		600 536	71 323
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	592 236		592 236	326 414
Valeurs mobilières de placement	83 543		83 543	478 497
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	128 488		128 488	395 868
Charges constatées d'avance	13 594		13 594	76 298
TOTAL III	1 418 397		1 418 397	1 348 401
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 669 369	218 650	1 450 719	1 382 090

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	304 223	304 223
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	154 681	149 060
Excédent ou déficit de l'exercice	-398 898	5 621
Situation nette	60 006	458 904
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		3 563
Provisions réglementées		
TOTAL I	60 006	462 467
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques	408 042	71 000
Provisions pour charges		
TOTAL IV	408 042	71 000
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	192 811	247 017
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	166 751	227 711
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	267 189	222 362
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	26 919	7 482
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	329 000	144 052
TOTAL V	982 670	848 624
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 450 719	1 382 090

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 048 733	1 057 528
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	487 673	453 421
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 214 201	1 187 758
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	82 180	10 317
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	1 772	17
TOTAL I	2 834 560	2 709 041
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	852 202	911 441
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	70 462	86 116
Salaires et traitements	1 287 863	1 117 211
Charges sociales	564 994	529 283
Dotations aux amortissements et dépréciations	6 003	9 542
Dotations aux provisions	408 042	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	46 716	51 440
TOTAL II	3 236 283	2 705 033
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-401 723	4 007
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	4 618	1 630
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	4 618	1 630
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	5 355	1 189
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	5 355	1 189
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-737	441
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-402 460	4 449

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	3 563	3 046
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	3 563	3 046
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	3 563	3 046
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		1 874
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 842 740	2 713 717
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 241 638	2 708 096
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-398 898	5 621

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	440 000	440 000
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	440 000	440 000
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	440 000	440 000
TOTAL	440 000	440 000

Annexe

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 1 450 719 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de -398 898 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Changements de méthodes :

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas eu de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Faits caractéristiques

Sur la période 2017-2019, MEDICEN PARIS REGION a piloté l'opération n°IF0010029 intitulée "Offre PME Filière Santé Medicen" co-financée par le FEDER à hauteur de 899 k€. Après un premier audit mené en 2021, cette opération a fait l'objet d'un second audit de la Commission interministérielle de coordination des contrôles - CICC qui s'est déroulé de février 2022 à février 2023 et dont les conclusions faisaient état d'un trop perçu de 408 k€. En avril 2024, une mise ne demeure de payer était émise. Lors de sa réunion du 25 avril 2024, le Conseil d'Administration de MEDICEN validait le principe de négocier un échelonnement du paiement sur une période de plusieurs années. Cette demande est appuyée par un courrier de la Région Ile-de-France. Dès lors, des mesures sont prises pour assurer la continuité d'activités et l'équilibre financier de la structure. Outre les mesures d'échelonnement sus-mentionnées, elles comportent également des mesures de réduction des coûts et des mesures d'accélération des encaissements.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

- Site internet : de 01 à 03 ans
- Agencements, aménagements et installations : de 03 à 06 ans
- Matériel de bureau et informatique : 03 ans
- Mobiliers : 05 ans

Cotisations :

Les cotisations sont comptabilisées lors de l'envoi de l'appel aux membres agréés par le Conseil d'Administration.

Leurs montants sont fixés par l'assemblée générale, et sont soumises à la TVA.

Subventions d'exploitation :

Les subventions d'exploitation sont enregistrées dans les ressources de l'année au fur et à mesure de la comptabilisation des coûts éligibles conformément aux conventions signées entre MEDICEN PARIS REGION et ses financeurs.

Les subventions perçues de collectivités territoriales ou d'organismes publics ou para public ne sont pas soumises à la TVA dans la mesure où elles ne constituent ni la contrepartie d'une prestation de services effectuée au profit de la partie versante, ni le complément de prix d'une opération imposable.

Les prestations de services sont enregistrées à la réalisation des prestations.

Créances et dettes :

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provision pour risques et charges :

Une provision pour risques et charges est présente au passif du bilan au 31/12/2023 pour 408.042,38 €.

Fonds dédiés et reportés :

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Contributions volontaires en nature :

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 5,5 Equivalent Temps Plein. La valorisation de ce bénévolat correspond à un montant de 440.000,00 euros. Les contributions en nature correspondent à la valorisation du temps passé par les personnels mis à disposition ou détachés par un membre de l'association et par des volontaires professionnels bénévoles extérieurs à l'association.

Ces personnes apportent leur concours à l'étude des projets collaboratifs, à la mise au point d'actions d'animation scientifique et d'émergence de projets (séminaires, colloques) et à la participation à ces événements.

Régime fiscal :

L'entité est un organisme développant des activités lucratives. Elle est entièrement soumise aux impôts au régime de droit commun.

Rémunération des dirigeants :

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relatif au volontariat associatif et à l'engagement associatif, l'association doit indiquer dans l'annexe aux comptes annuels le montant total des rémunérations et avantages versés et avantages aux trois plus hauts cadres dirigeants, salariés ou bénévoles.

L'information qui serait fournie dans le cadre de cette obligation reviendrait à donner la rémunération d'une seule personne, ce qui serait contraire aux règles de confidentialité en matière de rémunération et avantages.

Au sein de l'association MEDICEN PARIS REGION, il est précisé qu'aucun administrateur de l'association n'est rémunéré pour ses fonctions.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 325		
TOTAL	32 325		
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations : - Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	101 545		
Matériel : - De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	91 577		3 299
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	193 122		3 299
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	20 889		
TOTAL	20 889		
TOTAL GÉNÉRAL	246 336		3 299

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			32 325	
TOTAL			32 325	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations : - Gales, agenct et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agenct et aménagt. divers			101 545	
Matériel : - De transport				
- De bureau et informatique, mobilier			94 876	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			196 421	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	-1 337		22 225	
TOTAL	-1 337		22 225	
TOTAL GÉNÉRAL	-1 337		250 971	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 325			32 325
TOTAL	32 325			32 325
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	96 732	2 339		99 071
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	83 589	3 665		87 254
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	180 321	6 003		186 325
TOTAL GÉNÉRAL	212 646	6 003		218 650

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges	71 000	408 042	71 000	408 042
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	71 000	408 042	71 000	408 042

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	71 000	408 042	71 000	408 042
- D'exploitation		408 042	71 000	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	22 225		22 225
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	600 536	600 536	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	26 205	26 205	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	7 723	7 723	
Divers	541 828	541 828	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	16 480	16 480	
Charges constatées d'avance	13 594	13 594	
TOTAL	1 228 592	1 206 366	22 225

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine	192 811	192 811		
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	166 751	166 751		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	82 977	82 977		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	79 447	79 447		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	98 975	98 975		
Autres impôts, taxes et assimilés	5 789	5 789		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	26 919	26 919		
Produits constatés d'avance	329 000	329 000		
TOTAL	982 670	982 670		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 112	16 220
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	99 721	89 150
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	149 833	105 370

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	29 358	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	29 358	

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation	329 000	144 052
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		329 000	144 052

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	13 594	76 298
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		13 594	76 298